


REPUBLIQUE FRANCAISE		Dossier n° PC 95 254 21 B0001
 <p>Commune de FREMECOURT</p>		<p>Date de dépôt: 16/01/2021 Demandeur : Mr Marc LANDRY Pour : Permis de construire Adresse terrain : 16 chemin des Maux, à Frémécourt (95830)</p>

ARRÊTÉ N°8 du 19/02/2022
de NON OPPOSITION à PERMIS de CONSTRUIRE
au nom de la commune de FREMECOURT

Le Maire,

Vu la demande de permis de construire une extension à usage de véranda, sur un terrain cadastré X-38, 16 chemin des Maux, déposée par M. LANDRY le 16 janvier 2021, enregistrée sous le n° 95 254 21 B0001 ;

Vu le Code de l'Urbanisme, et en particulier son article R-424 concernant les accords ou rejet tacites des autorisations d'urbanisme ;

Vu le Plan Local d'Urbanisme de la commune approuvé le 21/02/2008 ;

Vu l'avis, assorti de prescriptions, émis par l'Unité Départementale de l'Architecture et du Patrimoine (UDAP / ABF) le 24/03/2021 ;

EXPOSE

Le requérant, n'ayant pas reçu dans les délais légaux de décision du Pôle urbanisme de la Communauté de communes (CCVC), a considéré qu'il bénéficiait d'un accord tacite.

Mais l'avis assorti de prescriptions émis par l'UDAP entraînait en réalité un rejet tacite de ce permis, ce qui lui a échappé.

Le requérant a alors réalisé les travaux, pensant être dans son droit.

ARRETE

Article 1 : En considération de ce qui précède, vu la bonne fois du requérant, et ayant fait constater que les travaux ont été réalisés conformément à la demande déposée et aux prescriptions émises par l'UDAP, la commune ne s'oppose pas au permis de construire enregistré sous le n° 95 254 21 B0001 et régularise celui-ci.

Article 2 : Le requérant devra déposer en mairie sa déclaration d'achèvement de travaux et sa déclaration de conformité dans les plus brefs délais.

Le 19/02/2022

Le Maire
Stéphane BALAN

*Remis en mains propres
à M. Landry
le 19/02/2022.*



DÉLAIS ET VOIES DE RECOURS

Si vous entendez contester la présente décision vous pouvez saisir le tribunal administratif compétent d'un recours contentieux dans les 2 MOIS à partir de sa notification. Vous pouvez également saisir d'un recours gracieux l'auteur de la décision ou, lorsque la décision est délivrée au nom de l'État, saisir d'un recours hiérarchique le ministre chargé de l'urbanisme. Cette démarche prolonge le délai du recours contentieux qui doit alors être introduit dans les deux mois suivant la réponse. (L'absence de réponse au terme d'un délai de deux mois vaut rejet implicite).

Les tiers peuvent également contester cette autorisation devant le tribunal administratif compétent. Le délai de recours contentieux court à l'égard des tiers à compter du premier jour d'une période continue de deux mois d'affichage sur le terrain conformément aux dispositions ci-dessus.